



Canada Climate  
Law Initiative | L'Initiative canadienne  
de droit climatique



COMMONWEALTH  
Climate and Law Initiative

## POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

### **Nouveau guide aide les comités d'audit à naviguer une gouvernance climatique changeante**

**1er décembre 2020, Vancouver** – L'Initiative canadienne de droit climatique (ICDC) lance *Comités d'audit et gouvernance climatique efficace, Guide à l'intention des conseils d'administration*, un guide pratique pour les conseils d'administration pour répondre à la demande croissante des investisseurs en matière de gestion efficace et de divulgation des risques et opportunités liés au climat. Les organismes canadiens de régulation des valeurs mobilières ont clairement indiqué que les changements climatiques sont maintenant un enjeu entrepreneurial important et que les sociétés doivent divulguer les risques climatiques matériels et la façon dont ils répondent à ces enjeux.

Le mois dernier, le Directeur Général d'un des plus grands régimes de retraite au Canada, représentant 1.6 billion de dollars en actifs sous gestion, a annoncé leur engagement à une croissance durable en intégrant les facteurs liés au climat et autres facteurs environnemental, social et de gouvernance dans leurs décisions d'investissement. Ils ont rappelé aux sociétés émettrices qu'elles ont une obligation de divulguer les risques et opportunités matériels de leur société par des informations financières pertinentes, comparables et utiles à la prise de décision. Ce guide aidera les conseils d'administration et leurs comités d'audit à fournir ces informations.

« Le *Guide pour comités d'audit en gouvernance climatique* fournit un plan détaillé pour assister les conseils d'administration et leurs comités d'audit à rapporter de manière efficace leur gestion de risques liés au climat. » souligne Catherine McCall, Directrice Exécutive à la Coalition canadienne pour une bonne gouvernance ('Canadian Coalition for Good Governance') et une des expertes en gouvernance climatique de l'ICDC.

Rédigé par la Dr. Janis Sarra, Professeur de droit à l'Université de Colombie-Britannique, avec la contribution de Meghan Harris-Ngae, Ernerst & Young, Roopa Davé, KPMG, et Ravipal Bains, McMillan LLP, ce guide dresse les standards légaux et les meilleures pratiques pour les comités d'audit canadiens pour les assister dans leur rôle de leadership en gouvernance climatique efficace. Il offre des trucs pratiques pour les comités d'audit pour naviguer un paysage de gouvernance climatique changeant.

Les comités d'audit ont souvent pour responsabilité d'entreprendre un examen et une surveillance détaillée des processus de rapport financier avec un rôle clé dans la détermination selon laquelle les sociétés communiquent leurs stratégies et résultats financiers aux



investisseurs, régulateurs et autres parties prenantes. Considérant les impacts financiers directs et indirects croissants des changements climatiques, les conseils d'administration ont un devoir d'adopter une stratégie d'action climatique pour adresser ce que les cours canadiennes ont nommé une « menace existentielle pour la civilisation humaine et l'écosystème global. »

Les auditeurs externes intègrent de plus en plus les enjeux climatiques dans les audits externes, et il n'est qu'une question de temps avant qu'ils soulèvent les enjeux climatiques comme un « enjeu d'audit important » pour certaines entités, et donc, les comités d'audit doivent être préparés.

Ellie Mulholland, la Directrice Générale du partenaire global de l'ICDC, Commonwealth Climate and Law Initiative ajoute, « Il n'est plus suffisant pour les sociétés de seulement divulguer les risques reliés au climat dans l'avant-propos du rapport annuel, tel qu'il a été confirmé le mois dernier par l'IFRS Foundation, qui établit les normes internationales en comptabilité, alors qu'il lançait son guide sur les enjeux climatiques reliés aux états financiers. Ce guide arrive à point pour aider les comités d'audit canadien à s'assurer que le contenu du rapport annuel correspond au discours de l'avant-propos sur les divulgations. »

Ce guide peut aussi être utilisé par les conseils d'administration, leurs comités de gestion de risque ou tout autre comité pour lequel le conseil d'administration a assigné la responsabilité de superviser la gestion des changements climatiques, tout en comprenant qu'il est ultimement responsable d'assurer une gestion des changements climatiques dans le meilleur des intérêts de la société.

### **À propos de l'Initiative canadienne de droit climatique**

L'Initiative canadienne de droit climatique (ICDC) est une initiative de recherche multidisciplinaires qui avance la compréhension de la gouvernance climatique à travers le Canada à travers la recherche, dialogue et le partage de connaissances. L'ICDC conduit des analyses légales rigoureuses et consulte un réseau national de 55 experts canadiens et canadiennes en gouvernance climatique pour partager des connaissances et outils en gouvernance aux conseils d'administration d'entreprises et de fiduciaires de retraite à travers le Canada. L'ICDC est mené par trois principales investigatrices, Dr. Janis Sarra et Dr. Carol Liao de la Peter A. Allard School of Law de l'Université de Colombie-Britannique, et Professeur Cynthia Williams de Osgoode Hall Law School de l'Université de York. Pour plus d'informations, visitez [www.ccli.ubc.ca](http://www.ccli.ubc.ca)



Canada Climate  
Law Initiative | L'Initiative canadienne  
de droit climatique



COMMONWEALTH  
Climate and Law Initiative

L'Initiative canadienne de droit climatique reconnaît que le camp de UBC Point Grey est situé sur le territoire traditionnel, ancestral et non cédé de xwməθkʷəyəm (Musqueam).

### **À propos de la Commonwealth Climate and Law Initiative**

L'Initiative canadienne de droit climatique est le partenaire canadien de l'initiative globale Commonwealth Climate and Law Initiative, un projet de recherche, éducation et de sensibilisation qui a été fondé pour se concentrer sur quatre pays du Commonwealth: Australie, Canada, Afrique du Sud et Royaume-Uni, mais qui étend désormais ses attributions aux États-Unis et plusieurs autres juridictions en Asie incluant Hong Kong, l'Inde et Singapour. Nos partenaires fondateurs sont l'Université d'Oxford, le projet Prince's Accounting for Sustainability et ClientEarth, et nous tirons parti des perspectives interdisciplinaires de nos experts globaux du milieu académique, légal, comptable, corporatif et scientifique. Nous contribuons à rendre visible les risques matériels des futures responsabilités climatiques des administrateurs et fiduciaires et outillons ces derniers pour améliorer les pratiques en gouvernance climatique. C'est essentiel pour motiver des actions aujourd'hui qui peuvent réduire les impacts climatiques à l'avenir. Pour en savoir davantage, cliquez [ici](#).

### **Contact médiatique**

Sonia li Trottier

Chargée des communications

[trottier@allard.ubc.ca](mailto:trottier@allard.ubc.ca)

Janis Sarra

Co-investigatrice principale

[sarra@allard.ubc.ca](mailto:sarra@allard.ubc.ca)